

PARTI POUR LA LAÏCITÉ ET LA DEMOCRATIE (PLD)

«Pour une Algérie républicaine moderne et sociale»

En mai, des «élections» législatives, en octobre, des «élections» communales !

Halte aux mascarades électorales !

Le 5 juillet 1962, l'Algérie arrachait de haute lutte la légitimité de son existence en tant que nation libre, faisant l'admiration des peuples de la planète. A l'occasion du cinquantenaire de l'Indépendance, le PLD rend hommage à tous les martyrs tombés au champ d'honneur, et fait le serment de poursuivre le combat jusqu'à l'instauration d'une Algérie républicaine, démocratique, sociale, laïque et solidaire.

Cinquante ans plus tard, force est de constater que le message de Novembre a été dévoyé et que l'Algérie n'est plus que l'ombre d'elle-même : elle met en scène un pays en mal de trouver le chemin vers la paix civile, l'essor social et économique et la démocratie. Sa société est entravée, et n'a d'autre perspective que celle de végéter sous la pression coercitive d'un système autocrate. Au lieu de mettre l'Algérie sur les rails de la modernité, le pouvoir en place n'a qu'une seule obsession : perdurer pour se reproduire. N'étaient les immenses sacrifices des Algériennes et des Algériens, civils et en uniformes, le pays aurait basculé dans l'Etat théocratique pendant la déferlante islamiste des années 1990.

C'est pourquoi, l'Algérie sera éternellement reconnaisante aux dizaines de milliers de femmes et d'hommes qui ont payé de leur vie pour sauver la République de la barbarie islamiste. Au lieu de s'appuyer sur l'extraordinaire élan populaire, le pouvoir a préféré brader les intérêts de la République sur l'autel de la «réconciliation nationale» et de la «concorde civile» et se sert, comme d'habitude, du pare-feu de la rente pour désamorcer le mécontentement. Mais rien ne peut cacher la réalité peu reluisante du terrain.

Le terrorisme islamiste revient avec force et fracas sur la scène politique. Comment peut-il en être autrement quand le salafisme est autorisé à tenir un meeting et à mobiliser pendant plusieurs jours près de 3000 de ses combattants sous la férule d'un prédicateur saoudien à Oum El-Bouaghi ? Et d'aucuns de s'interroger sur les sponsors de ce rassemblement, bourrage de crâne collectif et carburant du terrorisme. L'attaque du 15 juin aux Ouacifs en dit long sur le redéploiement du terrorisme dans le pays et le niveau de son armement. Ses plans sont minutieusement préparés et ses complicités sur le terrain avérées. Confiné à l'arrière-pays, il frappe de nouveau dans les centres urbains comme à Bouira et à Ouargla, et conduit ses opérations à l'arme lourde même.

Qu'en sera-t-il de la sécurité des populations pendant le Ramadhan prochain si des mesures draconiennes ne sont pas prises, à moins que le pouvoir ne continue de protéger le citoyen, comme il le fait depuis 1996 (!), par le verbiage du «terrorisme résiduel» !

La corruption, ce mal endémique, alimente toujours la rumeur publique. Après les scandales de Khalifa, Orascom (Djezzy), Sonatrach, autoroute Est-Ouest..., le pouvoir ne s'embarasse pas de fouler au pied la loi pour faire bénéficier ses amis du Golfe de largesses dans le cadre du gigantesque projet Dounia. Pendant que l'argent coule à flots pour alimenter les prêches de la haine, la situation économique et sociale se dégrade de jour en jour.

Les dernières augmentations de salaire ont été vite rattrapées par la hausse de l'inflation, et les fins de mois sont dures. La pénurie généralisée du médicament paralyse les hôpitaux et met en danger la santé de la population. Un jeune sur deux environ souffre du chômage, et au lieu de créer des richesses pour s'inscrire dans une

dynamique de l'emploi, l'Algérie importe une large partie de ses besoins alimentaires et de consommation. Unique ressource nationale, les hydrocarbures caracolent en tête de ses exportations à... 98% !

Le pouvoir actuel est incapable de tracer des perspectives de développement pour le futur du pays, et la croissance économique est de la pure fiction. Les réserves de change, qui s'élèvent à plus de 200 milliards de dollars, risquent d'être inutiles, et le fond du baril amer d'autant qu'une chute importante des prix du pétrole est annoncée !

Le monde arabe, au lendemain des révoltes de ces derniers mois, est dans une crise généralisée. Les nouveaux gendarmes de l'Occident (le Qatar, l'Arabie Saoudite et la Turquie) utilisent tous les moyens en leur possession pour imposer un nouveau rapport de force dans la région et y ouvrir plus largement la voie à l'islamisme politique. Ainsi, Erdogan de la Turquie de «l'islamiste modéré», intervient directement sur le terrain militaire, comme ce fut le cas récemment suite à la violation de l'espace aérien syrien avec l'aide de ses maîtres de l'OTAN. L'Arabie Saoudite et le Qatar, quant à eux, jouent de la manne financière pour prétendument voler au secours des pays arabes en difficulté. En fait, leur objectif est d'allécher ces derniers par l'octroi de facilités financières pour les avaler par la suite à la sauce américaine du «Grand Moyen-Orient».

Depuis le 24 juin 2012, date à laquelle ont été proclamés les résultats du scrutin présidentiel au Caire, la situation politique de l'Egypte est encore plus incertaine, et son avenir semé de périls. Après avoir détourné à leur profit le cours de la «révolution», les Frères musulmans, nourris au totalitarisme, ne s'arrêteront pas à mi-chemin. La conquête de la présidence, pour eux, n'est qu'une étape avant d'user de tous les moyens, y compris ceux de la violence, pour accaparer méthodiquement tous les pouvoirs. Hier, l'Occident portait aux nues les dictateurs de la région, aujourd'hui ses nouvelles marionnettes sont drapées d'oripeaux islamistes. Il s'en accommode au motif que ses intérêts sont préservés, mais qui peut garantir que cette épidémie ne le touchera pas à son tour à un moment où les voix du fascisme aussi se font de plus en plus entendre dans ses territoires ? On sait que de telles compromissions sont porteuses de dangers gravissimes et peuvent conduire à un retour de flammes sans précédent. En Algérie, aucune leçon sérieuse n'a été tirée de ces évènements. Après des élections législatives désastreuses, marquées par des tractations mercantiles, une fraude récurrente et une abstention record, le pouvoir est à l'arrogance et au mépris et ne tient pas compte du camouflet que vient de lui infliger le peuple. Le 10 mai, seul 1 électeur sur 3 s'est rendu aux urnes ! Cette très faible participation aux «élections» est un désaveu pour les tenants du système. Elle est significative du divorce profond entre la société et le pouvoir. En effet, à quoi sert-il de participer aux élections quand tout est joué à l'avance et cousu de fil blanc ?

En octobre prochain se tiendront les «élections» communales. Faudrait-il encore une fois que les partis démocrates s'y engouffrent ? A moins d'un sursaut salutaire, les appareils semblent s'y préparer.

Pourtant, le 10 mai a été riche en enseignement, et ces dernières années ont montré amplement l'inanité du processus «électoral». En y participant, les démocrates ont surtout jeté le trouble dans les rangs des militants, fragilisé les consensus internes et partant, redonné du poil de la bête au pouvoir.

Les partis démocrates en ont été écla-boussés. Les divisions et l'hémorragie des militants s'y sont accentuées. On ne peut pas impunément participer à des élections truquées d'avance et crier haro sur le pouvoir après coup ! La participation récurrente des partis démocrates aux «élections» est en fait symptomatique de l'illusion que le système est incontournable.

Les clefs des solutions à la crise sont ailleurs que dans le système. Les «élections» ne sont qu'un miroir aux alouettes pour le sauver de la disparition. Il est difficile d'admettre qu'un système qui a conduit le pays à la faillite et la banqueroute puisse être requalifié pour conduire les destinées du pays après un demi-siècle de gabegie.

L'Algérie a besoin d'un remède de cheval et le temps des marchandages est révolu.

Il est plus que jamais temps de douter sérieusement de l'équation exclusive qui identifie sans sourciller la sortie de crise à la fatalité des «élections». Les appels à la «régionalisation» ne sont pas aussi la panacée dans un pays où l'Etat de droit est un horizon à construire.

A un moment où la sécession a sonné le glas du Mali, où la situation au Sahel est aussi préoccupante que celle de l'Afghanistan, selon les dires mêmes du chef d'état-major de l'ANP et d'un diplomate américain en poste à Alger, de telles positions risquent de réveiller de nouveaux démons.

A la famille démocratique de sortir des sentiers battus et de s'engager fermement sur la voie du rapprochement et des échanges pour assurer une transition nationale républicaine et démocratique au pays. Seule la construction d'une alternative unitaire bâtie sur le socle de principes républicains et démocratiques est la matrice de tous les possibles.

Le Bureau national du PLD

Publicité

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TISSEMSILT

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE

SERVICE DES MOYENS

LE NIF : 098438015003826

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 49 alinéa 2 du décret présidentiel n°10/236 du 7/10/2010 modifié et complété par le décret présidentiel N°12-23 du 18.01.2012 portant réglementation des marchés publics, la Direction de l'administration locale de la wilaya de Tissemsilt informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'**Avis d'appel d'offres national ouvert N°06/2012** portant : **réalisation de chauffage central pour dix (10) villas de la wilaya**, publié dans les quotidiens *El Massaa* le 29/04/2012 et *Le Soir d'Algérie* le 29/04/2012 qu'après étude et examen des offres, le contrat est attribué provisoirement selon les résultats suivants :

N°	Le soumissionnaire	Note Technique	Montant en TTC	Montant corrigé	Délai de réalisation	Observation
01	GUEDDA KAMEL wilaya de Tissemsilt NIF 146380100070164	35.25	7 320 105.00	8 272 251.00	06 Mois	Offre moins-disante

Conformément aux dispositions de l'article 128 du décret présidentiel N°10/236 du 07/10/2010 modifié et complété par l'article N°14 du décret présidentiel N°12-23 du 18-01-2012 portant réglementation des marchés publics.

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par la commission d'évaluation des offres peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de Tissemsilt dans un délai de 10 jours à partir de la première parution du présent avis.

Tissemsilt le 03 juillet 2012
P/le Wali

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Béjaïa, daïra d'Amizour, commune de Smaoun

N.I.F. : 095506129211140

Avis d'attribution provisoire de marché

Conformément aux dispositions des articles 49 et 125 du décret présidentiel n°10/236 du 07 octobre 2010 modifié et complété portant réglementation des marchés publics, le président de l'APC de Smaoun informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres n°01/2012 du 09 mai 2012, publié dans les quotidiens nationaux **Le Soir d'Algérie** et **El Hiwar**, en date du 17 mai 2012, prorogé dans les mêmes quotidiens nationaux en date du 11 juin 2012, concernant les projets :

01 - «Aménagement et revêtement route reliant CW 22 au village El-Ghaba sur 3200 ml, en béton bitumineux»

02- «Aménagement et revêtement route reliant CW 22 vers Boualoun sur 1200 ml en béton bitumineux» que suite à l'évaluation des offres techniques et financières, les projets sus-cités sont attribués provisoirement à l'entreprise ci-après indiquée :

Désignation	Soumissionnaire attributaire	Note technique	Montant de l'offre financière	Délai de réalisation	Observation
01	SARL MEZIANE N.I.F. 000615004630984	100 points	10.654.020,00	Trente (30) jours	Offre moins-disante
02	SARL MEZIANE N.I.F. 000615004630984	100 points	6.402.240,00	Trente (30) jours	Offre moins-disante

Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission communale des marchés dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux conformément à l'article 114 du décret précité.

Fait à Smaoun le 02 juillet 2012
Le Président d'APC

Anep n° 927 765 - Le Soir d'Algérie du 08/07/2012

Anep n° 927 696 - Le Soir d'Algérie du 08/07/2012